



En finir avec la faim!

L'agriculture bio. Et les récoltes sont abondantes.





Chère lectrice, cher lecteur,

En Suisse, les aliments bio ne cessent de gagner de nouvelles parts de marché. Un phénomène également constaté par Max Havelaar : chez nous, les produits certifiés bio et commerce équitable ont la cote. C'est pourquoi les bananes portent aussi bien l'étiquette Max Havelaar que le label bio du bourgeon.

Dans les pays pauvres, cependant, les petits producteurs peuvent rarement faire certifier leurs produits par des labels internationaux : les exigences de qualité sont trop élevées, les coûts trop importants, et les mécanismes de contrôle trop complexes. Ces familles produisent pour leur propre subsistance et pour les marchés locaux et régionaux. Pourtant, elles cultivent souvent du «bio». Car loin d'être un luxe, le «bio» est tout simplement la meilleure stratégie de survie.

Le travail que nous menons depuis des décennies avec des organisations paysannes prouve que les investissements dans l'agriculture biologique portent leurs fruits. J'ai par exemple récemment rendu visite à des groupes de femmes au Myanmar (Birmanie), qui m'ont fièrement montré leurs potagers et m'ont expliqué comment la nouvelle installation de compostage leur a permis d'accroître la productivité. Aujourd'hui, elles cultivent des produits variés et ont une alimentation bien plus saine et diversifiée.

Nos collègues des programmes de SWISSAID en Amérique latine sont celles qui ont recueilli le plus d'expériences en matière d'agriculture écologique. Dans cette région, les méthodes biologiques, qui demandent beaucoup de travail mais qui sont gratuites, donnent des récoltes si abondantes que les familles de paysans sont de plus en plus nombreuses à les adopter. En Equateur, les aliments sans produits chimiques sont même vendus avec succès sur les marchés locaux sous la marque «Bio Granja».

Nombre de paysans souhaitent se perfectionner en agriculture écologique. Grâce à vous, chers donateurs et donatrices, nous pouvons leur proposer des cours et permettre ainsi à des familles parmi les plus démunies de prendre leur destin en main et de vivre du produit de leur terre.

Je vous en remercie de tout cœur.

Caroline Morel, directrice de SWISSAID

Focus: agriculture bio

- Colombie: comment les paysans de Bahía Solano récoltent-ils leur riz quotidien ? 4
- En finir avec la faim! Interview avec Justin Lekoto, expert agricole bio en Afrique de l'Ouest 6

Lutte contre la violence conjugale en Inde

- «Ma belle-fille a réussi à me dissuader de la rouer de coups» 8

Stop à l'excision en Guinée-Bissau !

- Pour la première fois, des parents sont jugés pour avoir fait exciser leur fille 9

Négoce des matières premières

- La transparence oubliée par le Conseil fédéral 10

Sous haute surveillance

- Glencore déverse du pétrole en pleine nature au Tchad 11

Dialogue entre paysannes

- Retour sur les coulisses et les insolites du Tour de Suisse 12

Legs

- L'engagement de Cécilia Koch pour les femmes au Tchad 15



Couverture :

Rosa Moreno, petite paysanne colombienne de Bahía Solano, se réjouit des dernières tomates de la saison qui poussent dans son jardin potager bio.

Photo : Gabriel Castro

Impressum

SWISSAID

Edité par SWISSAID,

Fondation suisse pour la coopération au développement

Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale

téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73,

fax 031 351 27 83, courriel : postmaster@swissaid.ch

Antenne romande : rue de Genève 52, 1004 Lausanne,

téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel :

postmaster@swissaid.ch **Rédaction** : Pia Wildberger, Zora Schaad,

Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel **Rédaction**

photos : Eliane Baumgartner **Traduction** : cb service Lausanne.

Graphisme, mise en pages et préresse : Brandl & Schärer AG,

Olten. **Impression** : Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.

Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une

fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre

de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal

réduit pour les journaux.

Compte postal : CP 30-303-5

IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5

BIC/SWIFT: POFICHBEXXX



SWISSAID porte le label de qualité du ZEW O attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.

Les élèves de Dombresson motivés pour aider



Une classe de Dombresson s'est beaucoup investie dans la vente d'insignes de SWISSAID, et a ensuite eu le privilège de rencontrer le président de la Confédération Didier Burkhalter, neuchâtelois comme eux.



Les élèves ont entonné l'hymne neuchâtelois lors de leur rencontre avec Didier Burkhalter. Ci-dessous, l'insigne 2015 – un taille-crayon amusant.

Chaque début d'année, des milliers d'élèves de toute la Suisse vendent des insignes pour le compte de SWISSAID. L'argent ainsi récolté permet d'appuyer de nombreux projets. Les classes qui se sont le plus investies dans cette belle action de solidarité internationale sont ensuite invitées au Palais fédéral à Berne, pour y rencontrer le président de la Confédération.

C'est ainsi que le 6 novembre au matin, une vingtaine d'élèves d'une classe de l'école primaire de Dombresson dans le canton de Neuchâtel, conduits par leur enseignante Mélanie Reymond, ont embarqué pour Berne à bord d'un bus spécialement affrété. Auparavant, les élèves avaient consciencieusement préparé les questions qu'ils souhaitaient poser à Didier Burkhalter, comme par exemple «est-ce que c'est difficile d'être président ?», ou encore «vouliez-vous déjà devenir président lorsque vous étiez jeune ?»

L'hymne neuchâtelois sous la coupole

Visiblement, la rencontre entre les petits Neuchâtelois et leur président, originaire du même canton, s'est très bien

«La vente des insignes a permis à mes élèves de vivre un acte de solidarité. Ils étaient très motivés.»

passée. «Ils ont adoré, témoigne Mélanie Reymond, leur enseignante. Le fait qu'il vive toujours à Neuchâtel les a touchés, et ils ont apprécié qu'il chantonne avec eux l'hymne neuchâtelois». Une journée dont ils se souviendront longtemps, impressionnés qu'ils furent par la disponibilité et l'amabilité du président qui a pris le temps de leur signer des autographes.

Didier Burkhalter n'a pas manqué de féliciter les élèves de Dombresson, ainsi que ceux des classes venues de Spiegel (Berne), Engelburg (Saint-Gall) et Altendorf (Schwyz) pour la solidarité dont ils ont fait preuve à l'égard d'enfants et de leurs parents moins favorisés qu'eux, en vendant des insignes destinés à soutenir des projets de SWISSAID en Afrique, en Asie et en Amérique latine. «La vente des insignes a permis à mes élèves de vivre un acte

de solidarité, confirme Mélanie Reymond. Ils ont été très motivés pour la vente, et plusieurs d'entre eux ont acheté un petit animal en bois, l'insigne 2014, pour leur usage personnel.»

La vente des insignes 2015 a démarré !

Avant d'aller vendre ces petits objets fabriqués par des artisans en Inde, les élèves étudient avec leur enseignant(e) les conditions dans lesquelles ils ont été produits; et à quoi l'argent récolté va servir. Ce sont souvent pour elles et eux leur premier contact avec d'autres réalités, ainsi qu'avec une action concrète de solidarité internationale. «Et cela permet également de travailler des notions scolaires différemment qu'avec des fiches et des exercices», apprécie encore Mélanie Reymond. Les échos recueillis aussi bien auprès des élèves qu'auprès des enseignants montrent que cette vente d'insignes représente une bien belle aventure. La vente d'insignes 2015 a lieu aux mois de février et mars. A nous tous et toutes de faire un bel accueil à ces élèves motivés et engagés en faveur d'un monde meilleur !

Catherine Morand





Toute la communauté s'investit dans la bonne humeur pour la pénible récolte du riz.

La renaissance des riziculteurs de Río Valle

Fortuno et Mariangela, Chino, Negrita, Tres Meses... tels sont les noms poétiques des variétés locales de riz, à nouveau cultivées en Colombie depuis le début des années 2000, grâce à l'appui de SWISSAID.

Dans le hameau d'El Valle, sur la côte pacifique de Colombie, on pourrait croire que le couple formé par Alberto Arías et Nubia Bermudez part en voyage. Mais tel n'est pas le cas : leurs outils sur l'épaule, ils se mettent simplement en route pour aller récolter le riz. El Valle fait partie de la commune de Bahía Solano, deux localités difficilement accessibles. Aucune route ne les relie au reste du pays ; on ne peut s'y rendre qu'en bateau ou à bord d'un petit avion.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les rizières d'El Valle ne sont pas

inondées : elles sont au sec, comme ailleurs les champs de blé et de seigle. L'eau n'est pourtant pas loin. Située à seulement un ou deux mètres de profondeur, la nappe phréatique est alimentée presque quotidiennement. La région reçoit en effet quatre à six fois plus de précipitations que le Plateau suisse, qu'on ne peut pas vraiment qualifier d'aride.

Mais Alberto Arías et Nubia Bermudez sont loin d'être arrivés. Leur pirogue les attend au bord du Río Valle ; ils y placent leurs outils et une marmite avant de se mettre en route. «Maintenant, nous allons nous baigner», plaisante Nubia Bermudez en montant dans la fine embarcation instable. Mais elle n'en dira pas plus, car c'est le moment de ramer. Le couple remonte d'abord le large et lent Río Valle avant de s'engager sur l'étroit Río Angía. Deux heures de traversée au beau milieu de la végétation, croisant en chemin des oiseaux et des arbres déraci-

nés. Parfois, ils sont obligés de couper des branches pour dégager le passage.

Remédier aux effets pervers de la mondialisation

Aussi reculé soit-il, l'endroit n'a pas été épargné par la mondialisation. Dans les années 90, la Colombie a commencé à importer du riz bon marché, diminuant progressivement sa propre production. Au lieu de cultiver eux-mêmes du riz, les habitants d'El Valle devaient alors dépenser de l'argent pour acheter des aliments. Ce n'est qu'après le passage à l'an 2000 qu'ils ont recommencé à planter davantage de riz, et ce avec l'aide de SWISSAID. Ici poussent jusqu'à 14 variétés locales qui portent des noms comme Fortuno et Mariangela, Chino, Negrita, Tres Meses. Chacune a ses propriétés et ses utilisations particulières.

Autrefois, les gens vivaient en haut à côté de leurs rizières. Mais les jeunes sont descendus au village, où il y a plus

Les riziculteurs de Río Valle tiennent beaucoup à ce que les hommes et les femmes se relaient pour couper et ramasser les récoltes.



Les riziculteurs de Bahia Solano feront une apparition sur la RTS, dans l'émission «ensemble». Celle-ci sera diffusée le dimanche 15 février 2015 à 12h30 sur RTS1 et 19h55 sur RTS2. La version italienne sera elle visible le samedi 14 février 2015 sur LA1. L'émission sera consacrée à ce projet de SWISSAID et à la lutte des familles paysannes pour améliorer leurs conditions de vie.



Ci-dessus: Alberto Arias et Nubia Bermudez en route pour leurs champs de riz. Ci-contre: la paysanne Sixta Tulia Rivas dans son jardin potager. Ses récoltes de légumes et de riz ont presque doublé depuis sa conversion à l'agriculture bio.



d'animation et où leurs enfants peuvent fréquenter l'école. En contrepartie, ils acceptent d'effectuer les deux heures de trajet pour rejoindre leurs champs. Une fois sur place, ils y restent une semaine : ils amènent avec eux des provisions et des ustensiles de cuisine et campent dans une hutte de paille permanente. Tous cuisinent et mangent ensemble.

Une récolte rythmée

Aujourd'hui, c'est jour de récolte. Alberto Arias aiguise sa faucille et sa machette, vérifie le tranchant des lames avec le pouce, puis sourit : «Avec ça, je peux tout raser ici !» Peu après, une petite procession se fraye un chemin à travers les fourrés : deux hommes portant une sorte de canoë court sur la tête, suivis de femmes et d'hommes munis de faucilles. Ils récoltent par groupe de deux : Alberto Arias coupe à plusieurs reprises des brins de riz jusqu'à ce qu'il ait rassemblé une touffe assez grande. Il passe ensuite cette dernière à sa compagne Nubia, qui la frappe trois fois sur le petit bateau, le conteneur pour le riz. Les grains se détachent de la panicule et tombent dans le canoë. Nubia Bermudez jette les tiges qui, par terre, vont se décomposer et fertiliser le sol. Le tout se passe à un rythme effréné.

Egalité hommes femmes pour la récolte

Les riziculteurs du Río Valle tiennent beaucoup à ce que les hommes et les femmes se relaient, c'est-à-dire à ce que les rôles soient régulièrement inversés. «Nous pratiquons cette activité comme un sport, déclare Leonor Murillo, l'une des paysannes les plus âgées, qui vient de prendre la place et la faucille d'Alberto, «celui ou celle qui coupe le plus a gagné !»

Mais c'est la communauté toute entière qui gagne. Ici, personne ne parle du fait que le riz est cultivé selon des méthodes biologiques – cela va de soi. Après tout, on ne parle pas non plus du fait que la terre tourne autour du soleil. Depuis que SWISSAID inter-

vient dans la région, la riziculture a pris un nouvel élan. «Ils nous apportent de nouvelles connaissances concernant les engrais, la lutte contre les maladies, etc.», explique Leonor Murillo. «Autrefois, nous ignorions tout cela. Maintenant, nous savons comment combattre les nuisibles.»

Les binômes continuent de couper et de frapper à un rythme qui repose sur de longues années d'expérience. «Nous faisons cela depuis notre enfance, raconte Ismael Cordoba, ce sont des gestes que nos parents nous ont appris !» Lorsque les petits conteneurs en forme de bateau sont remplis, on retire les feuilles et les restes de panicule jusqu'à ce qu'il n'y ait plus que des grains de riz.

Des serres improvisées

A présent, le riz doit être séché. Autrefois, les riziculteurs du Río Valle ramenaient leur récolte au village et l'étaient dans la rue pour la faire sécher. Cette méthode fonctionnait à peu près, mais il y avait toujours une voiture pour passer dessus et épargner les grains. Et comme il s'agit de voies non goudronnées, il n'était pas rare que de petites pierres se mêlent au riz.

Avant la récolte, les paysans ont construit un abri à l'aide de bâches en plastique, une sorte de serre que le vent peut traverser. Désormais, le riz sèche en quelques heures. «Autrefois, il fallait deux à trois jours de séchage, indique Ruperto Nagles, aujourd'hui, en un seul jour, tout est sec !»

Les innovations portent leurs fruits. «C'est notre repas !» se réjouit Leonor Murillo tandis qu'elle coupe une nouvelle touffe et la fait passer. «En plus, nous gagnons de l'argent dessus ! Car ce que nous ne consommons pas, nous le vendons au marché.»

Hans Haldimann

Colombie



VOTRE AIDE CONCRÈTE



75 francs

Avec cette somme, vous financez par exemple dix mètres de bâche pour faire sécher le riz en Colombie, afin que celui-ci ne soit plus étendu sur la route. Une clôture, qui protège les cultures des animaux sauvages, coûte 135 francs.

SWISSAID – Aider avec courage.



«On peut vivre confortablement d'un hectare de terre agricole»

Au centre Songhaï, les formations ont lieu à ciel ouvert, dans des champs d'essai.

Le Bénin abrite un centre de formation à l'agriculture biologique que les chargés de programme de SWISSAID pour l'Afrique de l'Ouest ont visité récemment. Rencontre avec Justin Lekoto, responsable d'information du centre Songhaï.

Les méthodes de culture écologiques sont-elles efficaces pour lutter contre la faim ?

Justin Lekoto : Quand on a faim, il faut se demander pourquoi. Au Bénin, le principal problème réside dans la

diversification des cultures, qui est déterminante. Car on peut vivre confortablement d'un hectare de terre agricole.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Lorsque l'on cultive 15 hectares de coton avec usage intensif de produits chimiques, on doit vendre le produit à profit afin de pouvoir acheter ensuite des aliments. Et c'est exactement là que le bât blesse. Il faut intégrer la production alimentaire aux exploitations. Un producteur de coton peut vivre confortablement de ses terres et même gagner de l'argent s'il mise sur des cultures mixtes, en plus du coton.

«L'agriculture bio permet au producteur de dégager un bénéfice plus important dans la mesure où il n'achète ni pesticides ni engrais.»

Quelles sont les caractéristiques de l'agriculture au Bénin ?

Chez nous, c'est l'agriculture traditionnelle qui prédomine. Elle se passe de fertilisants et vit des produits de la forêt et de sols sans produits chimiques. Là où on élève du bétail, le fumier sert d'engrais. De l'autre côté de l'échelle, se trouvent les producteurs de coton qui doivent utiliser des engrais chimiques sur des sols déjà épuisés, afin de stabiliser les récoltes.

Comment voyez-vous l'agriculture écologique au Bénin ?

Les méthodes de culture traditionnelles doivent être modernisées et amélio-

rées. Et nous devons trouver les moyens de protéger les sols et l'environnement. Ici, au centre Songhai, les paysans voient que c'est possible. Nous essayons, dans le cadre d'une approche intégrée, d'associer élevage et production agricole. Notre priorité est la diversification, mais ce n'est pas simple, car tous les paysans ne peuvent pas devenir éleveurs. Les mentalités, les traditions ou les moyens financiers l'interdisent. On peut cependant développer l'élevage des chèvres ou celui des poules dans les champs. Il est également essentiel d'investir dans la future génération, en formant les jeunes paysans.

Quelle est la politique agricole du Bénin ?

La politique agricole du pays est entièrement axée sur l'exportation. Mais l'Etat doit changer d'orientation ! Le président a toutes les cartes en main pour offrir une plate-forme aux idées de l'agriculture biologique et créer d'autres centres agricoles comme le nôtre.

Les champs d'essai du centre Songhai permettent aux paysannes et paysans d'identifier les plantes les plus prospères.



Le centre Songhai

Justin Lekoto est responsable d'information du centre Songhai, premier centre de formation pour la diffusion de l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest, situé au sud du Bénin. Des paysans y suivent des formations continues, qui leur permettent de se former en méthodes de culture écologique améliorées.

Les chargés de programme de SWISSAID du Tchad, du Niger et de la Guinée-Bissau ont dernièrement assisté à un cours dispensé par des experts

internationaux au centre Songhai. L'objectif était de développer leurs propres programmes et projets dans le domaine de l'agriculture écologique. Actuellement, ils s'occupent des questions de mise en œuvre de l'approche intégrée dans les pays où SWISSAID est active.

www.songhai.org



Plus besoin de désherber : les bâches empêchent les mauvaises herbes de proliférer.

Quelles difficultés rencontrez-vous ?

L'une des principales difficultés est que l'agriculture écologique demande plus de travail que les méthodes conventionnelles. En outre, les paysans ont un énorme déficit d'informations. Pour l'élevage, enfin, ils n'ont souvent pas accès à des microcrédits, pourtant essentiels.

Comment diffuser plus largement l'agriculture écologique ?

Il faut mettre en avant les succès et aménager des champs d'essai dans des exploitations modèles afin que les paysans puissent apprendre les méthodes sur le terrain. Il est également important de se focaliser sur les bénéfices potentiels. Au Bénin, les prix des produits bio sur les marchés ne sont pas encore supérieurs à ceux des produits conventionnels. Mais dans la mesure où il ne doit acheter ni engrais ni pesticides, le producteur dégage un bénéfice plus important.

Qu'en est-il de la commercialisation des produits ?

Le principal argument en faveur de nos produits bio est leur durée de conservation qui est nettement plus élevée. Les agriculteurs bio savent aussi comment

proposer leurs produits – on les connaît sur le marché. Ils les vendent bien, car leurs marchandises ont un meilleur goût. Au Bénin, il existe aujourd'hui une catégorie de consommateurs qui se préoccupent des questions de santé en rapport avec l'alimentation. Ils ne sont pas nombreux, mais ils demandent des produits bio.

Comment voyez-vous l'avenir de l'agriculture biologique au Bénin ?

Les jeunes se forment et je suis convaincu que l'agriculture biologique est promise à un bel avenir. Les paysans ont également commencé à pratiquer la culture mixte. Mais tout cela prend du temps. Récemment, j'ai vu des paysans acheter de la matière organique pour fabriquer des engrais – cela me donne de l'espoir !

Propos recueillis par Sarah Mader

«Le principal argument en faveur de nos produits bio est leur durée de conservation qui est nettement plus élevée.»

VOTRE AIDE CONCRÈTE



50 francs

Ce certificat cadeau permet l'achat de 100 poussins qui permettent de démarrer un petit élevage de volaille. Outre la vente des œufs, une famille de paysans peut utiliser la fiente des animaux comme engrais pour ses champs. Il en résulte des sols plus fertiles et de meilleurs rendements. Une chèvre qui nécessite peu de soins et dont le fumier améliore la qualité des sols coûte 35 francs.

SWISSAID – Aider avec courage.

«Ma belle-fille a réussi à me dissuader de la rouer de coups»

En Inde, la violence domestique contre les femmes est répandue dans toutes les couches de la population – et l'Etat ne fait pas grand-chose pour enrayer le phénomène. SWISSAID soutient une organisation qui aide les femmes victimes de maltraitements et qui sensibilise les hommes pour éviter qu'ils ne deviennent violents.

Plus d'un tiers des Indiennes ont déjà été l'objet de violences au sein de leur foyer. Le coupable n'est pas un inconnu, mais leur propre mari, père ou beau-père. Dans toutes les couches de la population indienne, soumettre les femmes en les frappant n'étonne personne. Mais la violence n'en est pas moins douloureuse, dégradante et brutale. Elle n'est pas légalisée non plus. Néanmoins, il reste du chemin à parcourir jusqu'à ce que l'Etat protège les victimes de maltraitance et en punisse les auteurs.

La volonté est là, mais...

Pour changer ce mode de fonctionnement patriarcal, il faut de la persévérance, un long travail de persuasion, de la volonté. Et, parfois, l'espoir renaît, après le récit d'un changement radical de comportement : «Autrefois, pour moi, c'était normal de frapper ma belle-fille. Depuis qu'elle fréquente le comité des femmes, elle connaît ses droits et elle se révolte. Cela m'a ouvert les yeux. Ma belle-fille a réussi à me dissuader de la rouer de coups.» La personne qui raconte sa «conversion» est un vieil homme à barbe blanche, un notable que les hommes de l'administration communale respectent. Shankar Pandurang Patil est le chef du petit village de



Hommes et femmes s'engagent pour lutter contre la violence domestique.

Wadagaon dans l'Etat de Maharashtra ; il incarne désormais un modèle de comportement exemplaire au sein de sa communauté.

Ta, ma, notre maison

La collaboration avec les autorités se trouve à un tournant. Un pas en avant a été réalisé grâce à l'enregistrement en commun de la propriété foncière par les couples mariés. «Le maire nous a présenté le registre foncier sur lequel figurent les noms des deux époux, témoigne Sigrid Burri, collaboratrice de SWISSAID, après sa visite dans cette commune. Les femmes sont désormais propriétaires de la terre à part égale avec leur mari !» Elle a pu constater le profond désir de changement auquel aspire ce village. Le long et patient travail de persuasion mené par l'organisation partenaire de SWISSAID a sans aucun doute contribué à ce nouvel état d'esprit.

de manière ciblée aux hommes non mariés. Ils doivent être sensibilisés avant de commencer eux aussi à lever la main sur leur femme.»

Impliquer l'Etat

HMF encourage les femmes à faire valoir leurs droits et les soutient dans leurs démarches auprès de la police ou des tribunaux. Comités de médiation qui viennent en renfort de la police, cours pour les responsables des groupes d'entraide et sensibilisation et collaboration avec les fonctionnaires constituent les autres piliers de son action. Derrière tout ce travail de conviction, il y a l'espoir que l'Etat s'intéressera bientôt à cette question et que la violence domestique au sein de la société indienne ne sera plus acceptée de manière tacite. *Zora Schaad*

Inde



Chercher le dialogue, avant de recourir à la violence

Depuis 1992 dans la région d'Osmanabad, la Halo Medical Foundation (HMF) s'occupe des femmes et de leurs blessures physiques et psychiques. L'organisation propose des conseils et travaille étroitement avec différents groupes d'entraide où les femmes peuvent parler de leurs blessures à l'âme, en savoir plus sur leurs droits, et remettre en question la violence des hommes. Ces groupes sont dirigés par des animateurs, hommes et femmes, formés par HMF, qui se sont distingués par leur engagement et jouissent de la confiance de la population. Sigrid Burri raconte : «Certains animateurs s'adressent

VOTRE AIDE CONCRÈTE

125 francs

Avec cette somme, vous pouvez par exemple financer, en Inde, une formation complète d'animateur en faveur d'un homme. Des thèmes tels que la masculinité, les bases légales et les stratégies d'action contre les violences envers les femmes sont abordés.

SWISSAID – Aider avec courage.



Nicaragua: succès pour l'aide d'urgence aux victimes de la sécheresse

Bonne nouvelle pour les plus de 1300 familles de paysans au Nicaragua qui ont bénéficié de l'aide d'urgence de SWISSAID, après la terrible sécheresse de 2014. Grâce aux pluies, parfois abondantes, du mois d'octobre, les producteurs ont réalisé fin novembre une récolte de haricots et de maïs satisfaisante. Malgré des pertes de maïs en raison du manque de précipitations peu après les semences de septembre, la récolte suffit à remplir les banques de semences des villages.

Au cours des six premiers mois de l'année passée, la sécheresse s'était abattue sur de vastes zones de ce pays extrêmement pauvre : les plantes avaient séché dans les champs et les récoltes de haricots et de maïs – les aliments de base – avaient été totalement perdues. Bien que

cette sécheresse ait été la pire depuis 32 ans, l'Etat s'était contenté de distribuer quelques colis alimentaires. Les familles de petits paysans étaient pourtant dans le dénuement le plus total : les sacs de récolte étaient désespérément vides et il n'y avait plus de semences pour les prochaines semailles, car les paysans, en désespoir de cause, les avaient consommées.

SWISSAID a alors mis à disposition des communautés paysannes des semences traditionnelles améliorées et des pompes pour amener l'eau des rares ruisseaux restants aux champs. La priorité de cette action était de réapprovisionner les banques de semences pour que les familles puissent recommencer à cultiver leurs champs et ainsi assurer eux-mêmes leur survie. Cet objectif a été atteint, notamment grâce aux



Après la sécheresse, les semailles de septembre ont enfin donné une récolte satisfaisante.

méthodes de culture écologiques. Il était également essentiel de prodiguer une aide d'urgence simple et rapide, ce que nous avons pu réaliser grâce à la précieuse contribution de nos donateurs. PW

Guinée-Bissau : non à l'excision !

L'excision est interdite depuis 3 ans en Guinée-Bissau, petit Etat d'Afrique de l'Ouest. En novembre dernier, et pour la deuxième fois depuis l'entrée en vigueur de cette loi, deux exciseuses et quatre parents ont été traduits devant la justice pour leur implication dans sept cas d'excision. Selon l'agence de presse AFP, tous les prévenus ont déclaré à la Cour avoir agi en accord avec leur foi.

Il y a dix ans, l'excision était encore un sujet tabou. Aujourd'hui, la situation s'est améliorée dans les villes, grâce à la sensibilisation, à l'ouverture d'esprit des chefs religieux et à l'interdiction de cette pratique. Mais dans les communautés rurales comme celles des Mandinka, des Fula et des Biafada, la pratique reste largement répandue. Selon un rapport du ministère de la Santé de 2012, sur une population de 1,7 million de personnes, au moins 320 000 femmes et filles sont encore touchées par cette mutilation génitale. «Nous nous réjouissons que ces personnes



Affiches utilisées pour le travail de sensibilisation. Ci-dessus : ensemble, nous mettons un terme à l'excision. A droite : Stop ! Ça suffit s'il vous plaît !

soient traduites en justice. C'est absolument nécessaire. Mais la loi seule ne suffit pas à mettre un terme à cette pratique, c'est pourquoi le travail de sensibilisation et de prévention est tout aussi important», explique Alfredo Handem, représentant de SWISSAID en Guinée-Bissau.

SWISSAID lutte contre ce phénomène en menant un travail de sensibilisation auprès des chefs de village, des filles et des mères et en offrant aux ex-



«C'est absolument nécessaire que les personnes soient traduites en justice.»

ciseuses d'autres sources de revenus, par exemple en tant que couturière ou productrice d'huile.

A Bafatá, une petite ville à l'est du pays, deux exciseuses avaient déjà été condamnées il y a deux ans à trois ans de prison. Aujourd'hui, le procureur requiert au moins sept ans d'emprisonnement à l'encontre des parents et des exciseuses. Le verdict n'était pas encore tombé, lors du bouclage de ce magazine. PW



Transparence dans le négoce des matières premières : le Conseil fédéral rate le coche

Le débat sur la transparence des flux financiers des entreprises actives dans le secteur des matières premières se trouve en Suisse dans une phase décisive.

Le Conseil fédéral a procédé fin novembre 2014 à la mise en consultation du volumineux projet de loi sur la révision du droit de la société anonyme. Ce projet contient également des dispositions relatives à la transparence des paiements effectués aux Etats et aux entreprises publiques par les sociétés actives dans le secteur des matières premières. Reste que, selon le Conseil fédéral, seuls les paiements relatifs aux opérations extractives seront soumis à cette obligation. Les opérations de négoce seront exemptées, alors qu'elles constituent l'essentiel de l'activité des traders suisses.

Le projet de loi sur la transparence des paiements proposé par le Conseil fédéral est étroitement calqué sur les dispositions adoptées au sein de l'Union européenne. La Grande-Bretagne est le premier pays européen à les concrétiser par une loi, entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2014. Dans le cas de la Suisse, l'exclusion du négoce des matières premières réduit cependant l'exercice à un simple alibi, car les activités extractives de toutes les grandes sociétés de négoce basées en Suisse sont déjà soumises aux règles de transparence européennes. Le Conseil fédéral souhaite cependant

obtenir du Parlement la compétence d'étendre l'obligation de transparence au négoce par voie d'ordonnance, si d'autres pays devaient franchir ce pas.

SWISSAID va continuer à s'engager

En novembre 2014, le géant du négoce Trafigura, dont le siège se trouve en Suisse, a annoncé son intention de publier, dès 2015, les paiements effectués à des sociétés d'Etat, dans les pays membres de l'ITIE. Ainsi l'une des principales sociétés de négoce a devancé le Conseil fédéral en matière de transparence des paiements. Cet exemple montre aussi que la trans-

parence des paiements dans le secteur du négoce ne pose pas de problème en termes de concurrence – un fait que le Conseil fédéral, avec sa politique timorée, semble continuer à ignorer. Le projet de loi est actuellement en consultation et sera ensuite délibéré au Parlement.

SWISSAID va continuer à s'engager en faveur d'une plus grande transparence dans le secteur des matières premières. Cela représente un instrument de premier plan pour lutter contre ce qu'il est convenu d'appeler la «malédiction des matières premières». C'est en effet la seule possibilité pour les populations des pays producteurs de pouvoir demander des comptes à leurs autorités quant à l'utilisation des richesses générées par les ressources naturelles. SWISSAID et la Déclaration de Berne ont récemment publié une étude qui illustre l'ampleur de ces paiements dans le négoce des matières premières. Entre 2011 et 2013, les négociants suisses ont payé quelque 55 milliards de dollars à des gouvernements africains pour des livraisons de pétrole. Cela correspond à 12% des revenus de ces Etats, et représente plus du double de la totalité du volume d'aide au développement octroyée à ces pays.

Lorenz Kummer



Lien vers l'étude «Big Spenders» :
www.swissaid.ch/fr/etude-negoce-petrole

Glencore sous haute surveillance au Tchad

Une organisation de la société civile tchadienne a donné l'alerte après avoir constaté un déversement de brut en pleine nature par la société suisse Glencore.



Le pétrole a été déversé par un chauffeur de camion dans une carrière proche d'un village.



Le géant suisse des matières premières Glencore joue un rôle de premier plan dans l'exploitation du pétrole au Tchad, l'un des pays les plus pauvres de la planète, où SWISSAID appuie des organisations de la société civile, qui jouent un rôle de lanceur d'alerte.

C'est le cas de la CPPL, la Commission Permanente Pétrole Local, qui a envoyé une mission sur le terrain pour constater les dégâts environnementaux qui lui avaient été signalés, générés par le déversement sauvage de pétrole sur le site de Bémangra, exploité par la société suisse Glencore. Dans un rapport publié le 26 octobre 2014, la mission de la CPPL confirme la présence d'«une étendue de brut pétrolier dans une carrière non loin de la route

Les services de sécurité de Glencore ont tenté d'intimider la mission de la CPPL venue constater les dégâts sur le terrain.

qu'utilisent les paysans pour se rendre aux champs et au village voisin».

Glencore veut limiter la liberté de circulation

La société suisse a entrepris des travaux de pompage et de réhabilitation de la zone sinistrée. Mais aux yeux de la CPPL, ce n'est pas suffisant. Elle a demandé aux autorités d'envoyer une commission d'enquête indépendante, pour s'assurer de la qualité et de la fiabilité des travaux de dépollution.

Les services de sécurité de Glencore ont tenté d'intimider la mission de la CPPL en leur confisquant leur appareil de photo, avant de le leur restituer, suite aux interventions d'autres organisations basées dans la capitale N'Djamena. Dans son rapport, l'organisation estime d'ailleurs «inconcevable et hors de question que Glencore restreigne la liberté de circulation» sur le site pétrolier, ce qui empêcherait les habitants de pouvoir donner l'alerte, et les organisations de la société civile de jouer pleinement leur rôle.

L'amende payée par la Chine

En juillet dernier, la société pétrolière chinoise CNPCIC (China Petroleum Company International Chad) s'était vu retirer ses 5 permis d'exploitation après avoir également déversé du brut en pleine nature. La société civile s'était là aussi mobilisée pour lui demander des comptes. Après un intense bras de fer

avec les autorités, la CNPCIC vient de régler une amende de 400 millions de dollars pour pouvoir continuer à exploiter le pétrole tchadien. Les autorités en ont également profité pour renégocier en leur faveur les contrats qui les lient.

La population proteste contre la vie chère

Reste aux autorités tchadiennes à mieux prendre en compte l'amélioration des conditions de vie d'une population qui souffre de la cherté de la vie. Des manifestations ont eu lieu le 11 novembre 2014 pour protester, entre autres, contre la pénurie de carburant et des prix de l'essence qui ont été multipliés par trois. Le comble pour un pays pétrolier !

Catherine Morand

VOTRE AIDE CONCRÈTE



75 francs

Avec cette somme, vous financez par exemple une heure d'émission de radio au Tchad. Celle-ci informe les paysans au sujet de leurs droits, mais aussi sur les techniques agricoles écologiques. Dans les pays du Sud, la radio est un des principaux moyens de communication.

SWISSAID – Aider avec courage.

Tchad





Les paysannes des 4 continents, accompagnées de Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans et de Barbara Dürr, présidente des paysannes saint-galloises.

Dans les coulisses du Tour de Suisse des paysannes

En octobre 2014, huit paysannes du Myanmar (Birmanie), du Tchad, de la Colombie et du Canada ont sillonné la Suisse pendant deux semaines en compagnie de SWISSAID, pour aller à la rencontre de leurs collègues helvétiques, dans leurs fermes.

Lors de sept haltes en Suisse romande et alémanique, ces paysannes d'ici et d'ailleurs ont échangé sur de nombreux thèmes : le rôle déterminant qu'elles assument sur les exploitations familiales, les innombrables tâches qu'elles accomplissent au quotidien ; mais aussi sur des questions plus techniques concernant l'acquisition de connaissances en matière d'agroécologie ou de semences. Ces partages d'expériences ont fait apparaître de nombreux points communs entre paysannes des quatre continents.

Nombreuses sollicitations médiatiques

La plupart des paysannes venues du Tchad, de la Colombie et de Birmanie

– appuyées par SWISSAID dans leur pays respectif – séjournèrent à l'étranger pour la première fois. Leurs impressions ont été aussi intenses que variées. En plus des échanges avec leurs collègues sur des sujets liés à l'agriculture, d'autres questions ont ponctué ce Tour de Suisse. Des situations inédites pour elles ont éveillé leur curiosité, comme lorsqu'elles ont utilisé pour la première fois un ascenseur. Les petits déjeuners à base de pain et de fromage ou encore la douche quotidienne à l'eau chaude courante ont également suscité de nombreuses questions.

Durant ce Tour de Suisse inédit, les paysannes des quatre continents ont été très sollicitées par les médias. Elles ont chaque fois répondu aux interviews avec beaucoup de pertinence, sans se laisser intimider : leur énergie positive, leur décontraction et leur plaisir à échanger étaient palpables. Elles ont également été impressionnées par le sens de l'organisation de leurs collègues suisses, et la considération dont

leur a semblé bénéficier leur statut de paysanne.

Découvrir d'autres réalités

Cet événement a représenté une belle opportunité d'en savoir plus sur la réalité de paysannes sous d'autres cieux. Comme le résume parfaitement Yvonne Grendelmeier de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales, qui a co-organisé avec SWISSAID ce dialogue entre paysannes : « Ces échanges et la découverte de parcours de vie aussi différents nous ont ouvert les yeux, à moi ainsi qu'à beaucoup de mes collègues. »

Fabio Leippert

« Ces échanges et la découverte de parcours de vie aussi différents nous ont ouvert les yeux. »

Paroles de paysannes

San Wai, Myanmar :

«C'est formidable de rencontrer des femmes qui sont fières d'être paysannes. Dans mon pays, c'est malheureusement très rare.»



Marta Cecilia Pinto Senejoa, Colombie :

«Ici, en Suisse, les paysannes ont beaucoup de bétail. En Colombie, c'est plutôt la culture des légumes et des céréales qui prédomine. C'est pourquoi j'ai particulièrement apprécié la visite des serres et l'échange avec des spécialistes de la culture maraîchère et des semences.»



Dorcac Ndigueroïm, Tchad :

«Que ce soit dans les fermes ou dans les parkings, en Suisse, il y a des machines pour tout.»



Nancy Caron, Canada :

«Le fait que des animaux différents soient aussi proches les uns des autres m'a beaucoup étonnée. Au Canada, il est interdit pour des raisons d'hygiène de mettre des poules, des cochons et des vaches à un même endroit. Les fermes bio ne fonctionneraient jamais de cette façon.»



Yaini Contreras Jimenez, Colombie :

«Avec le Ribelmais, les paysans en Suisse préparent des plats très similaires à ceux que nous cuisinons avec nos variétés de maïs traditionnelles. Et la préservation des semences locales vous tient tout autant à cœur qu'à nous.»



Lar Mya Mee, Myanmar :

«Je peux enfin cueillir l'une de ces pommes directement sur l'arbre. Chez moi, elles sont hors de prix.»



Monia Grenier, Canada :

«La passion de l'agriculture nous unit. La terre n'appartient pas au paysan. Il n'est là que pour s'en occuper et la transmettre en bon état aux générations suivantes. C'est l'une des raisons pour lesquelles notre rencontre a été si fructueuse.»



Momini Serrobé, Tchad :

«On m'a dit qu'en Suisse, il y avait parfois trop de fumier. Chez nous, c'est exactement le contraire. Nous n'en avons pas assez et nous devons payer les nomades pour qu'ils campent dans nos champs et que leurs troupeaux fertilisent ainsi les sols.»



La vie au fil de l'eau au Niger et à Genève

Faire couler son robinet, boire un coup, arroser son potager, laver ses légumes puis sa vaisselle. Des gestes anodins ? Pas pour tous ! A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau et en collaboration avec la commune de Vernier (GE), l'association SWISSAID Genève vous convie à une soirée de discussions avec projection de courts-métrages. De l'accès public à l'eau à son utilisation dans l'agriculture et l'industrie, des spécialistes compareront les défis qu'une ville comme Genève et un pays rural comme le Niger doivent relever, à travers des exemples concrets, notamment les projets «eau» de SWISSAID au Niger. Rendez-vous est pris le jeudi 19 mars, à 19h00 dans le Centre de quartier de Poussy, 56 ch. de Poussy, 1214 Vernier.

www.swissaid.ch/fr/vernier-eau



«J'espère que le moratoire sur les OGM en Suisse ne sera jamais levé !»

En novembre 2014, SWISSAID Genève a organisé un débat à l'issue de la projection du film argentin «Desierto verde», diffusé dans le cadre du festival «Filmar en América Latina» à Genève. Ce film époustouflant raconte par le menu la véritable catastrophe que représente pour l'Argentine la culture de soja transgénique, qui empoisonne riverains et paysans, «sprayés comme des plantes» par des tonnes de pesticides et d'engrais extrêmement toxiques.

Ce documentaire met en scène des mères, elles-mêmes souvent victimes de cancer, qui se battent à Cordoba pour que leurs enfants puissent vivre dans un environnement sain. «Le fossé est toujours plus grand entre les financiers qui profitent du tout-soja transgénique et celles et ceux qui en souffrent dans leur corps», a estimé le réalisateur Ulises de la Orden lors du débat à l'issue du film.

Son film est un réquisitoire implacable contre l'agro-industrie qui a transformé son pays en un «désert vert», où ne pousse pratiquement plus que du soja transgénique, au détriment des nombreuses autres cultures qu'il



exportait jadis. La faim guette désormais l'Argentine, un comble pour ce grand pays agricole. «J'espère que le moratoire sur les OGM en Suisse ne sera jamais levé», a-t-il lancé en apprenant par le vice-président de SWISSAID Genève Laurent Jimaja que le moratoire sera remis en cause en 2017. Dans cette perspective, ce film mériterait en tout cas d'être largement diffusé.

Catherine Morand

L'agriculture écologique, pour en finir avec la faim

Pour lutter contre la faim, SWISSAID promeut une agriculture écologique, qui donne d'excellents résultats. Dans le livre passionnant publié il y a quelques mois par Bruno Parmentier, spécialiste français des problèmes agricoles et alimentaires, l'encouragement aux techniques de production agroécologique, et le soutien à l'agriculture familiale sont présentés comme autant de solutions pertinentes pour lutter contre la faim dans le monde et relever les défis du futur en matière d'alimentation.

Dans sa préface, Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation de 2008 à 2014, rend hommage au livre de Bruno Parmentier, qui met en perspective les défis posés par des fléaux tels que la sous-alimentation, la malnutrition et l'obésité, «triple fardeau qui continue à peser sur les gouvernements», tout en proposant des pistes pour en sortir.

«La faim est politique, son éradication aussi», rappelle Bruno Parmentier, qui demeure optimiste, malgré le réchauffement de la planète, l'accaparement des terres ou la production d'agrocarburants au détriment des aliments. Il compte sur l'engagement des citoyens et des ONG actives sur ces questions, dont SWISSAID, pour faire reconnaître par leurs gouvernements la faim comme le principal problème que doit affronter l'humanité en ce 21^e siècle. Et les encourager à faire les bons choix pour l'éradiquer.

«Faim Zéro, en finir avec la faim dans le monde» de Bruno Parmentier, La Découverte, juillet 2014



«Elle a fait ce qui lui semblait juste»



Gabriela Koch (à gauche) et Angelina Prete-Koch racontent la volonté de leur sœur Cäcilia Koch.

Cäcilia Koch a voulu que ses idéaux lui survivent après son décès. Elle a donc fait figurer dans son testament sa volonté d'apporter un appui à un projet de SWISSAID impliquant des femmes au Tchad.

Durant toute sa vie, Cäcilia Koch a accordé une grande importance au respect de la justice et à la notion de liberté – la sienne et celle des autres – ainsi qu'à l'égalité entre hommes et femmes. C'est ce dont témoignent ses deux sœurs cadettes Angelina Prete-Koch et Gabriela Koch, en se souvenant des discussions animées, le soir, en famille, sur ces questions. Les trois sœurs avaient d'ailleurs eu l'occasion de passer ensemble des vacances en Inde, et avaient sympathisé avec une communauté particulièrement défavorisée. «La misère que nous avions découverte avait profondément touché Cäcilia», se souviennent-elles.

Fidèle à ses idéaux

Lorsqu'elle est décédée des suites d'une longue maladie, peu avant son 71^e anniversaire, ses frères et sœurs ont été quelque peu surpris d'apprendre qu'elle avait légué une bonne partie de ses économies, non seulement à son conjoint, mais également à des organisations d'entraide, dont SWISSAID. «Après réflexion, cela nous a semblé parfaitement logique, affirme Angelina Prete-Koch. Elle a fait ce qui lui

semblait juste, et c'est une bonne chose.» Elevée dans une famille de huit enfants, Cäcilia Koch a grandi dans une ferme du canton d'Argovie. Son parcours, en tant que femme, pour devenir enseignante à l'école primaire, puis catéchiste et formatrice d'adultes, n'a pas été un long fleuve tranquille. Elle s'est plusieurs fois sentie à l'étroit au sein de l'Eglise nationale et brimée dans sa quête de liberté et d'indépendance.

Cäcilia Koch a toujours cherché à appliquer ses propres valeurs dans sa vie quotidienne, et pas seulement au sein de son église. Concernée par l'égalité entre hommes et femmes, elle insistait toujours, se rappellent ses sœurs, pour qu'on parle des enseignantes et des catéchistes au féminin. Sensible aux injustices, elle était du côté des plus faibles, donc souvent des femmes, pour les aider à tenir tête aux plus forts qu'elles, et à être sur un pied d'égalité.

Le legs de 10 000 francs versé par Cäcilia Koch en faveur de SWISSAID permet à la fondation de venir en aide à des femmes défavorisées dans le sud du Tchad, grâce à des cours d'alphabétisation et à un appui à la vente d'arachides. Une action qui s'inscrit dans l'esprit de ce que souhaitait la défunte. *Pia Wildberger*

Vous souhaitez en savoir plus sur les legs ? SWISSAID a réuni les informations utiles dans une brochure. Un talon de commande est disponible à la dernière page de ce magazine.



Un legs pour aider les femmes au Tchad

Dans les régions rurales du sud du Tchad, la plupart des familles vivent du produit de la terre, ainsi que de l'élevage et de la pêche. Les femmes ne bénéficient le plus souvent d'aucun droit et n'ont guère fréquenté les bancs de l'école, ce qui explique que le taux d'analphabétisme atteigne les 90%. Le legs de Cäcilia Koch garantit le salaire de huit enseignantes pendant un an, ainsi que le matériel scolaire qui permet aux femmes d'apprendre à lire, écrire et compter. Avec les connaissances ainsi acquises en calcul, les paysannes peuvent mieux gérer la vente des arachides qu'elles cultivent, sans se faire gruger. Le legs rend en outre possible la construction d'un local de stockage, qui permet aux femmes tchadiennes de vendre leurs produits à des prix intéressants, sans être obligées de les brader à des prix cassés au moment de la récolte.



Petits animaux qui bougent de la tête

Ces rigolos dinosaures, poissons coccinelles et autres petits animaux sont fabriqués à la main, peints et laqués par des artisanes et artisans mexicains, en échange d'un salaire correct. Le corps est fabriqué à partir d'une coquille de noix séchée, tandis que les pieds,

nageoires et écailles sont en plâtre. Leur tête bouge à la moindre vibration.

Lot de 6 pièces : Fr. 36.–

Vous trouverez d'autres cadeaux originaux pour petits et grands ainsi que nos certificats cadeau sous www.boutique.swissaid.ch

Des semences pour une récolte fructueuse

Offrez des semences! 100 kilos de semences de haricots, adaptées aux conditions locales, suffisent à ensemencer deux hectares. La récolte permet de nourrir toute une famille. Le surplus est vendu au marché ou utilisé pour les prochaines semailles.

Vous recevrez un joli certificat cadeau attestant de votre don pour des semences, que vous pouvez également offrir à vos proches.



Prix : Fr. 75.–

Un porcelet porte-bonheur pour la nouvelle année

Une aubaine! Pour une famille, un porcelet est comme une tirelire qui se remplit petit à petit. Une fois engraisé, il peut être vendu au marché à un prix intéressant; ou alors être à la base d'un élevage de porcs prometteur. Offrez à une famille dans le besoin un cochon porte-bonheur. Vous recevrez ainsi un joli certificat cadeau, qui atteste de votre don, et que vous pouvez également offrir à vos proches.



Prix : Fr. 60.–

Talon

Petits animaux qui bougent de la tête du Mexique

Set(s) de 6 pièces différentes Fr. 36.–

Certificat cadeau pour des semences

Certificat(s) cadeau pour 100 kilos de semences, pour nourrir une famille. Fr. 75.–

Certificat cadeau pour un porcelet porte-bonheur

Certificat(s) cadeau à Fr. 60.– pour 1 porcelet grâce auquel une famille peut envisager un avenir meilleur.

Fonds SWISSAID pour le futur

J'aimerais en savoir plus sur les possibilités d'inscrire SWISSAID sur mon testament ou de faire une donation. Merci de me faire parvenir votre brochure sur les legs et donations.

Les frais de port et d'emballage sont facturés en sus. Une facture détaillée est jointe à l'envoi de la marchandise commandée.



Merci d'utiliser les bulletins de versement pour vos dons, ce qui nous évite des frais. Notez vos remarques sur ce talon, ou envoyez-nous quelques lignes, par courrier ou courriel.

Prière d'affecter mon don

au projet

au pays

au thème

Nom

Prénom

N° de référence

Rue

NPA / Localité

Téléphone

Date de naissance

Courriel

Date

Signature

Bulletin à envoyer à SWISSAID, Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5 ou info@swissaid.ch

SWISSAID